

Les pollutions, la destruction des milieux naturels, la surexploitation des ressources, toutes ces activités humaines menacent tant la santé de millions de personnes que la biodiversité mondiale. Les changements climatiques créent de nombreux désordres : déplacement des personnes cherchant refuge, cyclones, inondations, vague de froid et de chaleur, migration d'espèces tropicales se déplaçant vers des zones tempérées.

Les catastrophes naturelles se multiplient et avec les dégâts humains et matériels dont les premières victimes sont, à l'instar de ce qu'a montré l'ouragan Katrina en 2005, les plus démunis.



Les populations défavorisées subissent leur environnement. De surcroît, les conséquences économiques pèsent aussi lourdement les plus précaires.

A titre d'exemple, les hausses du prix des carburants ou de l'énergie n'affectent pas de la même manière les classes populaires, prises en étau entre la satisfaction de leurs besoins fondamentaux et leurs contraintes financières, et les classes plus favorisées qui ont les moyens de modifier leurs comportements.

Etre socialiste c'est être écologiste. Nous sommes pour une écologie offensive et partisane. Engager la révolution écologique, c'est commencer par cesser de considérer cette thématique comme un domaine à part mais bien de l'aborder de façon transversale qui ne peut se dissocier de tous nos combats.

Un combat démocratique

La démocratie c'est donner aux hommes la maîtrise de leurs destins individuels et collectifs. Et quoi de plus collectif que notre planète ? La gestion de notre environnement ne doit pas être laissée à une oligarchie intéressée mais replacée dans les mains du peuple mondial. Il faut donner à chacun la parole lors des décisions qui nous concernent tous.

Par exemple, les peuples indigènes sont systématiquement exclus des négociations mondiales climatiques. Expropriés de leurs terres, ils doivent laisser place aux cultures intensives des végétaux utilisées dans les biocarburants.

C'est pourquoi, les institutions mondiales (ONU, FMI,...) doivent donc être reformées afin de devenir réellement démocratiques et être de véritables instances politiques. Elles doivent être dotées de pouvoir de sanction permettant de mettre en application les mesures pour la préservation de notre environnement.

Les coopérations étatiques Nord/Sud doivent être multipliées afin de concilier impératifs énergétiques et impératifs alimentaires.

Un combat internationaliste

La dimension internationale ne doit pas être oubliée et notre dette écologique doit être assumée et surtout remboursée. Nos sociétés se sont développées sans se soucier des conséquences environnementales. Les pays développés sont les premiers responsables de l'état actuel de la planète. Depuis le 18ème siècle, 77% des émissions de gaz à effet de serre leur sont imputables. La dette écologique est d'autant plus importante que ce sont les populations des suds, tout particulièrement ceux qui vivent entre les tropiques qui sont aujourd'hui le plus fortement touché par les dérèglements climatiques. Cela contraint, aujourd'hui, les pays en développement à de colossaux efforts écologiques. La dette doit être acquittée par une aide financière mais également par un transfert de technologie.

La planification écologique

Notre économie et nos cadres de vies doivent être profondément transformés afin d'assurer que l'homme vive en harmonie avec la biosphère. Afin de répondre à l'enjeu des changements climatiques nous devons diminuer drastiquement l'émission des gaz à effets de serres. Nous constatons l'inefficacité du marché à atteindre ces objectifs. Dès lors, nous préconisons d'adopter démocratiquement une planification écologique.

La planification écologique c'est adopter de nouvelles normes, investir dans la recherche pour que les industries soient les moins polluantes possibles. C'est investir dans les modes de transports alternatifs au tout routier pour le déplacement des marchandises et des biens. C'est faire de l'efficacité énergétique le premier pilier de notre politique énergétique tout en investissant massivement dans les énergies renouvelables. C'est adopter un vaste plan de rénovation des bâtiments publics, la réhabilitation aux plus hautes normes environnementales des logements sociaux et la construction de nouveau logements répondants à cette qualité afin de résoudre la crise du logement...

Peut-on juger un pays uniquement sur sa croissance ? Le PIB ne reflète que l'état d'une société de consommation. Des nouveaux indicateurs doivent être utilisés afin de tenir compte du bien-être social et donc du respect de l'environnement. A l'échelle nationale, européenne et mondiale, des normes écologiques doivent être instaurées afin de réglementer la production mais aussi le recyclage. Pour lutter contre le dumping social et environnemental, nous devons relocaliser notre économie et privilégier les circuits courts. En parallèle d'une limitation du trafic de marchandises, nous devons utiliser des transports plus doux.

Une fiscalité écologique doit être mise en place à la condition qu'elle soit socialement juste. Elle doit permettre de modifier les comportements, en taxant d'avantage les produits et transport polluant (l'avion en premier lieu). Elle doit être entièrement redistribuée pour financer les foyers les plus démunis à gagner en efficacité énergétique et également investir la construction de transport en commun etc...

La planification écologique c'est renouer avec une politique économique interventionniste ambitieuse dans le but de transformer nos modes de développement tout en créant de l'emploi et des richesses bénéfiques au plus grand nombre. Planifier c'est fixer les objectifs, allouer les moyens et s'assurer de la mise en œuvre.

Il est temps de faire prendre conscience, non pas que la situation est catastrophique, mais que l'on peut collectivement agir pour la changer. Ces changements impératifs nécessite une ambition forte et collective !